

Nombre de membres du Bureau :
 - en exercice : 21
 - membres présents : 12
 - suffrages exprimés : 12
 - pour : 12

DÉLIBÉRATION n° B2025/180

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 décembre, le Bureau de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan s'est réuni au nombre prescrit par la loi à son siège social sous la Présidence de Monsieur Bernard PLANO. Monsieur Philippe SOLAZ a été désigné secrétaire de séance.

Présents : Bernard PLANO, Philippe SOLAZ, Alain PIASER, Joëlle ABADIE, Roger LACOME, Nicolas TOURON, Ludovic PONTICO, Régine SARRAT, Maurice LOUDET, Laurent LAGES, Jean-Bernard COLOMES et Martine LABAT.

Absents excusés : Catherine CORREGE, Valérie DUPLAN, Céline CASSAGNEAU, André RECURT, Serge SOHIER, Albert BEGUE, Christiane ROTGE Francis ESCUDE et Didier FAVARO.

Objet : Finances - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Castillon pour le financement de travaux d'installation d'une réserve incendie en haut du village (année 2025)

Vu les articles 5111-4 et suivants du CGCT,

Vu l'article L. 5214-16-V du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Castillon sollicitant un fonds de concours d'un montant de 1 672 € à la CCPL pour l'opération : Travaux d'installation d'une réserve incendie en haut du village,

Vu le plan de financement de l'opération,

Dépenses	En € HT	Recettes	En € HT
Travaux d'installation d'une réserve incendie en haut du village	17 440,00 €	Subventions	11 757,72 €
		Fonds de concours CCPL	1 672,00 €
		Autofinancement commune	4 010,28 €
Total	17 440,00 €	Total	17 440,00 €

LE BUREAU

Le Président entendu, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées,

DECIDE

- D'accorder un fonds de concours d'un montant de 1 672,00 € à la commune de Castillon pour le financement de l'opération de travaux d'installation d'une réserve incendie en haut du village.



Publiée le 18 DEC. 2025

Le secrétaire de séance
 Philippe SOLAZ



Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.